

VOYAGE EN PALESTINE

Juillet 1981

Dix français sont allés en Palestine au mois de Juillet pour découvrir de pays de l'intérieur. Parmi eux, un groupe de militants de L'Association Médicale Franco Palestinienne ont décidé de faire le point sur ce voyage. Hébergés à Jérusalem, au coeur de la vieille ville, nous avons eu la chance de pouvoir être accueillis, toujours très chaleureusement, à la fois en Cisjordanie et en Israël, c'est-à-dire dans les territoires annexés depuis 1948.

" En effet, la Palestine, ce n'est pas seulement le nom de l'exil d'un million et demi de réfugiés des guerres de 1948 et de 1967, mais aussi un pays. L'intérieur de la Palestine où vivent aujourd'hui un million et demi de Palestiniens, sujets du gouvernement militaire dans les territoires occupés depuis 1967, "citoyens" de l'état juif, à l'intérieur des frontières de cessez-le-feu de 1949."

Nous vous avons réuni ce soir pour témoigner de ce que nous avons vu et vécu là-bas pendant quinze jours? Nous pourrions reprendre chronologiquement notre itinéraire de voyage, mais il nous est apparu plus intéressant de centrer nos interventions autour de grands thèmes comme celui de la terre, de la santé, de l'éducation, de la répression et enfin de la solidarité.

I LA TERRE :

Le problème clef, le problème numéro Un des Palestiniens c'est celui de la terre et c'est aussi celui de sa confiscation. Mais le problème palestinien n'est pas pour autant un problème géographique ou problème de frontières. C'est un problème politique au sens large du terme. Pour tout arabe vivant en Israël, chaque acte quotidien est source de difficultés : travailler, se nourrir, s'éduquer, se soigner. Rien n'est facile pour un arabe en Israël, qu'il vive dans les territoires occupés depuis 1967 ou dans l'état juif.

Nous avons pu constater cela partout où nous sommes allés : en Cisjordanie, à Ramallah et à El Bireh près de Jérusalem, à Hébron également ainsi qu'à Silwad et Mourrayer, mais aussi dans les villages arabes de Galilée, comme à Tyra ou dans le Triangle à Taybeh et à Kfar Kassem.

Plusieurs maires ou responsables de divers mouvements dans ces villages nous ont reçu. Tous sont unanimes pour dire que le problème essentiel est celui de la terre.

Ibrahim TAWIL, le maire d'El Bireh, nous confiait que sur 25000 dunoms de terres qui appartenaient à la municipalité, 10000 ont été expropriés, dans la plupart des cas pour des raisons de sécurité.

La procédure classique consiste à monter sur les terres à exproprier des baraques en pré-fabriquées avant de construire des bâtiments en dur.

La même chose se passe à Ramallah dont le maire, Karim Khalaf, nous confirmait que tous les projets de construction autour de la ville déposés par des propriétaires arabes ont été rejetés par les autorités.

Mais c'est sans doute à Hébron que nous avons découvert la situation la plus explosive. Nous avons été reçu par le premier secrétaire du conseil municipal, Mustapha Abdel Nabi, puisque le maire d'Hébron, Fahed Kawasmeh, a été expulsé en Jordanie. Il n'est peut-être pas inutile de rappeler quelques faits passés qui permettront de mieux comprendre le climat qui règne à Hébron.

Hébron est une très vieille ville arabe de 20 000 habitants qui vivent essentiellement de l'agriculture et de l'industrie. En 1968, un groupe d'extrémistes religieux, précurseurs du Bloc de la Foi, s'installent sur des terres appartenant à des habitants d'Hébron, à deux kilomètres de la ville. C'est la naissance de ce qui deviendra Kiriat Arba. Mais les premiers colons ne vont pas se contenter de la confiscation de ces terres entérinée par les autorités. Ils vont revendiquer sans cesse de nouvelles terres en prétendant qu'elles sont des terres d'état et doivent donc être expropriées au bénéfice des juifs. En 1978, 600 dunoms de terres, en majorité agricoles, sont saisies par le gouvernement militaire. Des ~~maisons~~ maisons sont clôturées et un matin, de nombreux propriétaires d'Hébron dont les maisons sont mitoyennes de Kiriat Arba, découvrent des fils de fer barbelés séparant leur maison de leurs vignes. Les raisons de sécurité invoquées n'étaient que la création et l'élargissement de Kiriat Arba.

Les habitants de cette colonie vont jusqu'à prétendre que la plupart des maisons arabes environnantes sont nouvelles et demandent leur démolition! (in Nouvelles de L'Intérieur de février 79 / Ha'aretz du 29-12-78).

Fahed Kawasmeh demandait avant son expulsion :

" Comment encourager les relations de bon voisinage entre les juifs et les arabes face à ce qui se passe ici ? On clôture des terres arbitrairement, on démolit des maisons et tout ça soi-disant au nom du droit qu'ont les habitants de Kiriat Arba sur des terrains déclarés clos en 1970 pour des raisons de sécurité? Une ville entièrement civile entre-t-elle dans le cadre des mesures de sécurité ? "

PS: 1 dunom= 1 acre = 1 000 mètres carrés.

Et les confiscations continuant... Toutes les terres confisquées appartenaient à des habitants d'Hébron ayant en leur possession des titres de propriété. Si l'on tient compte du fait que la ressource des Palestiniens est la terre, quelles conséquences ont ces créations de colonies, si ce n'est enlever aux arabes leurs moyens de subsistance ? Mais les colons de Kiriat Arba qui appartiennent à la fraction la plus dure du Bloc de la Foi, le Goush Emounim, ne s'arrêtent pas là ! Ils revendiquent des maisons au centre même de la ville !

En avril 79, des femmes et des enfants de Kiriat Arba, occupent un immeuble au coeur d'Hébron, l'immeuble Hadassah. Ce ne sera pas le dernier. L'occupation de maisons à Hébron s'est faite sur la base de titres de propriétés absolument fictifs. Or, ces occupations sont tolérées par les autorités et ensuite protégées par l'armée. Un attentat a eu lieu contre l'immeuble Hadassah, après quoi le maire F.Kawasmeh et le responsable religieux ont été déportés en Jordanie. L'armée a détruit 20 commerces autour de l'immeuble occupé par mesure de représailles. Vingt familles expulsées de leurs maisons et privées de leurs moyens de subsistance parce que des colons israéliens avaient cru bon d'occuper un immeuble arabe à Hébron !

Lorsque l'on voit ces maisons entourées de sacs de sable, gardées par des soldats et des colons en armes, devant les portes et sur les toits, on se prend à penser à des périodes que l'on croyait révolues. Lorsque l'on voit ces colonies, entourées de barbelés, plantées de miradors, on pense malgré soi à des camps de triste mémoire. Les juifs ont vécu dans des ghettos pendant des centaines et des centaines d'années, seraient-ils en train de reconstruire ces ghettos ? Quand on sait qu'une partie de la mosquée Abraham à Hébron a été transformée de force en synagogue, quand on voit l'attitude méprisante des soldats à l'entrée envers tous les " non-juifs ", on s'interroge : ne suis-je pas sur la terre sainte, la terre des trois religions ?

Violà ce qui se passe en CISJORDANIE aujourd'hui. Et ce n'est certainement pas la conclusion des accords de Camp David qui vont faire changer d'avis les Palestiniens qui vivent sous l'occupation. C'est Israël Shahak, qui est le Président de la Ligue israélienne des Droits de l'Homme, qui souligne " que l'élément le plus important de ces accords c'est l'absence de toute référence précise au sujet des colonies de peuplement israélienne qui dans les territoires occupés, celles qui existent comme celles qui seront créées dans l'avenir."

Il existe à ce sujet un plan précis, le plan Sharon, du nom de l'actuel ministre de la Défense, qui consiste essentiellement à diviser la Cis-jordanie en quadrilatères par des implantations de peuplement disposées

le long des routes. Ces routes seront jalonnées de colonies de peuplement. Il s'agit en fait d'imposer aux Palestiniens un régime " auprès duquel un bantoustan ressemble à un paradis ! " (Cf Nouvelles de l'Interieur Octobre 78)

Les projets pour les palestiniens qui vivent dans les territoires occupés depuis 67 ne sont pas réjouissants, ils ne le sont pas non plus pour les arabes d'Israël. Bien que citoyens de l'état juif, ils sont victimes eux aussi de la dépossession de leur terre.

En Galilée, à Tyra, ce sont les membres de la coopérative agricole qui nous ont reçus.

Le Président de cette coopérative, Monsieur Abdel Aziz Kassem, nous explique comment en 1968, les habitants de Tyra ont décidé de fonder la coopérative dans le but de faire pression sur les autorités pour obtenir l'autorisation de creuser un puits. En effet, le problème de la terre en Israël, c'est aussi celui de l'eau. Les autorités ont le monopole de la distribution de l'eau et si; les colonies juives peuvent utiliser les moyens d'irrigation les plus modernes, les paysans Palestiniens n'ont plus assez d'eau pour cultiver le peu de terre qu'il leur reste... et il leur est interdit de creuser des puits ! Malgré cela, les membres de la coopérative de Tyra ont prouvé qu'ils pouvaient vivre avec le peu de terres qu'il leur reste. En 1969, au moment des élections, ils ont mis les partis politiques au pied du mur et ont commencé à creuser un puits immédiatement. Mais les problèmes n'ont pas été résolus pour autant. Pour financer le système de pompage, le gouvernement israélien devait participer comme il le fait pour les kibboutz. Il a refusé. Toutes les femmes du village ont alors décidé de vendre leurs bijoux et les hommes leurs montres pour financer le pipe " car leur vie dépendait de cela. " Le gouvernement israélien pour se justifier pousse le cynisme jusqu'à monter aux touristes comment ils " aident les arabes à se développer ". Mais ils oublient de dire à quel prix les arabes ont pu cultiver ces terres. Ils oublient de dire aux touristes qu'ils ont imposé aux paysans la culture des fraises qui demande de 13 à 15 heures par jour de travail. Hommes femmes et enfants doivent travailler. Certains fermiers ont été obligés de planter illégalement des légumes pour survivre. Les autorités les ont alors condamnés à payer des sommes astronomiques pour obtenir l'eau nécessaire aux cultures. Ils ne peuvent plus payer leurs cotisations à la coopérative qui est gravement menacée.

La conclusion que l'on peut tirer de tout cela, c'est que la politique d'Israël est de réduire les Palestiniens au rang de manoeuvre et donc de rompre le lien qui existe entre le paysan palestinien

et sa terre. Mais les Palestiniens, aujourd'hui comme hier, se battent contre la confiscation des terres. Nombreux sont ceux qui construisent sur les terres, c'est le cas à Kfar Kassem ou à Oum El Fahem dans le Nord du Triangle. Ils récupèrent les terres qui ont été confisquées par les autorités malgré les décisions de la Cour suprême, en plantant des oliviers, en faisant la grève générale, en manifestant leur opposition.

Les israéliens n'ont pas encore compris que le lien, que la relation entre les arabes palestiniens et leur terre est aussi forte que celle des réfugiés palestiniens et la terre de Palestine. C'est Karim Khalaf qui nous disait avant de nous quitter " ils m'ont coupé les jambes, mais pas la langue ni mes racines ". On pourrait ajouter ni ma mémoire !

Lorsque l'armée israélienne détruit un village et arrache les figuiers de barbarie, les figuiers repoussent comme pour témoigner de l'existence de ce village palestinien. Lorsque ils arrachent des oliviers, les Palestiniens en font le symbole de leur combat. Rien n'y fera. Les Palestiniens sont sur leur terre et ils y resteront, ils y reviendront !

II ETAT SANITAIRE DE LA POPULATION ARABE :

Il faut d'abord dire que les Palestiniens ne bénéficient pas, et de loin, des mêmes services que les israéliens. Cela est vrai bien sûr pour les Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza, mais cela est vrai aussi pour les arabes " cotoyons " de l'état juif.

A partir de cette situation de fait, les Palestiniens ont du s'organiser pour pallier les services, ici médicaux, que le gouvernement devrait normalement assurer.

C'est le cas à Hébron grâce au Croissant Rouge Palestinien. Cette organisation a été fondée en 1967 afin de répondre aux besoins sanitaires de la population. Le CRP a créé un Centre de réhydratation qui reçoit de 25 à 30 enfants. La création de ce centre répondait à un besoin urgent. Le CRP a élaboré un projet relatif à un centre d'handicapés mentaux en collaboration avec l'Association française de l'Arche de Jean Vannier. Deux jardins d'enfants ont également été créés. Ils peuvent accueillir environ 280 enfants, mais ces structures sont loin d'être suffisantes. Quant à l'hospitalisation, c'est bien encore ! Hébron a un seul hôpital de 100 lits: 100 lits pour 20 000 habitants ! Les besoins sont cinq fois supérieurs. Beaucoup de malades doivent se diriger sur Béthléem ou Jérusalem.

Mais là aussi les structures hospitalières sont insuffisantes et très vétustes. A Jérusalem, un hôpital a été fermé pour être transformé en quartier général de la police. A Ramallah, avant 1967, il y avait deux hôpitaux, un a été transformé en quartier général de l'armée. Karim Khalaf nous disait qu'il y a de bons docteurs palestiniens mais qu'ils manquent de tous les moyens nécessaires pour exercer. Les habitants

de Ramallah s'étaient organisés et avaient mis sur pied le projet de construction d'un centre médical qui a été repoussé par les autorités. A Hébron, la municipalité avait décidé de faire le don de deux reins artificiels à l'hôpital. " Elle n'a pas été autorisée à faire ce don ", l'argument des autorités étant que si la municipalité avait de l'argent en trop, elle n'avait qu'à le donner au gouvernement !

L'association " Les Amis des Patients " qui s'est constituée à Hébron pour construire un hôpital, une fois le financement rassemblé et le terrain acquis, s'est vue refuser l'autorisation. Or, il faut préciser que pour mettre sur pied un projet de cette envergure; il faut aux Palestiniens plusieurs années. On doit demander une autorisation pour tout. Les Israéliens vont jusqu'à bloquer la réception des fonds qui viennent de l'extérieur, surtout de la Jordanie.

Et à cause de tout cela l'état sanitaire de la population dans les TO est mauvaise sinon déplorable. La question qui doit vous venir à l'esprit est sans doute celle-ci : Israël est un pays développé, riche; n'y-a-t-il pas des hôpitaux, des dispensaires, des centres médicaux ? Oui, bien sûr, chaque colonie est dotée d'un centre médical. Les Palestiniens n'y ont pas accès puisque les colonies de peuplement sont exclusivement juives. Il y a également des hôpitaux israéliens dans les grandes villes mais les prix de journées sont très chers et donc inaccessibles aux Palestiniens qui ont un niveau de vie de moitié inférieur à celui des juifs et qui ne bénéficient pas d'une couverture sociale intégrale.

Quant aux villages arabes en Israël, ils ne sont pas mieux lotis. Le problème numéro un des municipalités dans ce domaine est le manque de crédits. Le rapport est de 1 à 10 pour le montant des crédits accordés par le gouvernement aux municipalités arabes et juives. Pour 1 shekel accordé à une municipalité arabe, 10 sont accordés à une municipalité juive. De plus des retards considérables sont apportés à l'attribution des crédits gouvernementaux, retards dus à la mauvaise volonté des autorités. La preuve : il n'y a pas d'hôpital gouvernemental dans tous les villages arabes d'Israël sauf 1 à Nazareth.

III L'EDUCATION :

Tous les professeurs arabes en Israël doivent s'affronter à la politique gouvernementale d'éducation. La principale préoccupation des autorités dans ce domaine est celle de la sécurité de l'état. chaque élève arabe est pour selon les autorités un danger potentiel. Dès lors, les candidats à l'enseignement doivent faire preuve de soumission, sinon de collaboration avec le pouvoir." La seule activité véritable que l'on demande aux fonctionnaires de l'éducation est de surveiller ce qui se dit." C'est là, le témoignage d'un professeur de l'école secondaire de Kfar Kassem.

Nous sommes également allés à l'Université de BIRZEIT. Il existe trois universités palestiniennes dans les T.O., Birzeit, Naplouse et Bétlhéem. Il est en effet interdit aux palestiniens des T.O. de s'inscrire dans les universités israéliennes. Pour les jeunes arabes d'Israël, l'interdiction, si elle n'existe pas dans les textes, existe dans les faits. L'université de Tel-Aviv accepte l'inscription de quelques étudiants arabes par an. Tous les enseignements se font en hébreu. La situation est identique à Jérusalem et à Haïfa.

Quant aux universités palestiniennes, elles sont constamment en butte à la répression? Des étudiants sont souvent appréhendés, gardés à vue, interrogés sur leurs activités politiques et leurs liens avec l'O.L.P. Les diverses luttes menées par l'Université de Birzeit sont assez connues en Europe. Le cas de l'Institut Polytechnique d'Hébron l'est sans doute moins. Les autorités ont fermé cet Institut qui a été créé par une association charitable pour assurer la formation d'ingénieurs, sous prétexte que le bâtiment n'avait pas été construit pour ça. Trente étudiants de cet Institut, deux professeurs ainsi que le Principal de l'institut et le Président de l'association gestionnaire ont été arrêtés parce qu'ils s'opposaient à la fermeture.

IV LA REPRESSION :

Nous pourrions citer des centaines d'actes de répression contre la population arabe de ce pays, le prétexte de ces actes étant toujours le même, les réprimés sont des terroristes qui portent ou risquent de porter atteinte à la sécurité de l'état. Mais ce qui caractérise, je crois la répression en Israël, c'est l'application systématique de punitions collectives, de représailles. On ne punit pas seulement le coupable, on punit sa famille; On ne punit pas seulement le gosse qui lance des pierres, on punit la population entière d'un camp de réfugiés. On en punit pas seulement le responsable le responsable de l'attentat, on applique le couvre feu à toute une ville. L'objectif est toujours le même, humilier, écraser, mettre tout un peuple à genoux. Mais ces méthodes ont bien sûr l'effet inverse de celui recherché. Les palestiniens sont tous les jours plus solidaires de leurs enfants qui lancent des pierres sur les jeeps de l'armée pour exprimer leur haine de l'occupation.

Nous avons rendu visite à trois familles dont un des enfants est parrainé par le groupe de l'A.M.F.P. de Lyon. En Cisjordanie, à Silwad près de Ramallah, une habitante nous a parlé des méthodes utilisées par les autorités militaires qui décident de détruire une maison dont l'un des occupants est soupçonné d'appartenir à un mouvement de résistance. Les forces de l'armée entrent dans le village, la nuit, imposent le couvre feu à toute la région, coupent les lignes téléphoniques et après avoir interdit aux habitants de sortir de chez eux, expulsent les occupants de la maison désignée et la détruisent avec tout ce qu'il y a dedans. Mais les soldats en profitent souvent pour semer la terreur dans tout le village. Ils entrent dans les maisons, brutalisent les femmes et les enfants et pillent les réserves d'huile, de sucre et de farine qui représentent plusieurs mois de nourriture pour les villageois. Leur spécialité est de les recouvrir d'essence ou de gazoil.

Qui sont les terroristes ?

Dans la nuit du 3 au 4 décembre 1978, quatre maisons ont été détruites à Silwad et une à Ramallah, malgré un décret de la Haute Cour de Justice qui s'y opposait. Felicia Langer, la célèbre avocate israélienne, témoigne dans une lettre au gouverneur militaire des méthodes de l'armée israélienne et de la violation évidente de l'injonction de la Haute Cour par les autorités militaires (Cf ZO Hadarekh du 13-12-78 in Nouvelles de l'Intérieur de février 79).

A Mourrayer, également en Cisjordanie, nous avons rencontré une femme qui vit seule avec ses quatre enfants. Son mari est emprisonné à vie à Ashkelon, prison de triste renommée, il est soupçonné d'avoir

tué un esnion à la solde des israéliens. La terre qu'ils possédaient leur a été confisquée. N'a-t-elle pas le droit de vivre, elle et ses enfants ? Quant aux conditions de détention des prisonniers, elles sont très dures, à tel point que la Croix Rouge s'est associée à la grève des femmes et des mères des prisonniers palestiniens qui a eu lieu à Jérusalem en Juillet.

Répression contre toute une famille, répression aussi contre les camps de réfugiés. Quand on parle de réfugiés palestiniens, on pense tout de suite aux réfugiés du Sud-Liban, de Jordanie, de Lybie et d'ailleurs. Mais savez-vous que les Palestiniens sont aussi des réfugiés dans leur propre pays ? Les paysans chassés de leurs terres depuis 1948 ou depuis 1967, n'ont pu y revenir et sont regroupés dans des camps. Chaque ville des TO a son camp de réfugiés. Nous avons pu aller dans le camp de Jilazone près de Ramallah. 4500 palestiniens vivent dans de petites bâtisses en ciment. Ces camps sont sous la responsabilité directe du gouvernement militaire. Il n'y a donc pas de responsable élu par la population. Un responsable par camp est désigné par l'UNRWA qui l'office international pour les réfugiés. A cet égard, le responsable nous précisait que les aides distribuées par l'UNRWA sont de moins en moins suffisantes. Mais surtout les réfugiés qui vivent dans les camps sont les victimes d'expéditions punitives incessantes organisées par l'armée. La veille de notre arrivée, les patrouilles de l'armée ont rassemblé tous les habitants du camp de plus de douze ans, de 9 heures du soir jusqu'à 2 heures du matin, pour vérification d'identité ! Trois jeunes accusés d'avoir lancé des pierres ont été arrêtés. Ce n'était bien sûr pas la première fois que ce genre d'opérations était effectué. Elles sont très fréquentes, surtout l'hiver et quand il pleut...

Qui sont les terroristes ?

A El Bireh, l'ordre a été donné aux parents de descendre devant leur porte la nuit pendant le passage des patrouilles pour les " protéger " contre les jets de pierres. Les familles qui n'ont pas obéi ont été expulsées de force de leurs maisons.

Qui sème la terreur en Cisjordanie ?

Mais ce qui est remarquable c'est que malgré l'ampleur de cette répression et justement peut-être à cause de cela, les Palestiniens s'organisent, organisent la solidarité.

V LA SOLIDARITE :

" Les méthodes employées aujourd'hui par les autorités militaires israéliennes contre le peuple palestinien tout entier (à l'intérieur et à l'extérieur de la Palestine) ne sont pas nouvelles et elles ne doivent rien au génie juif. Ce sont des méthodes classiques, employées déjà par tous les gouvernements coloniaux dans toutes les régions où éclatait une révolte nationale contre le pouvoir étranger . "

Partout, sans une seule exception, ces méthodes ont abouti à l'inverse du résultat recherché? Nous avons dans ce domaine aussi de nombreux exemples.

On peut parler de la Société des Femmes d'El Bireh, la société In'ash El Usra. C'est par l'intermédiaire de cette association que des enfants palestiniens sont parrainés. Grâce au travail de ces femmes et à la personnalité remarquable de sa Présidente, Sameea Khalil, plus de 100 enfants palestiniens sont aujourd'hui parrainés, essentiellement en France et au Canada. A ce sujet, nous voudrions insister sur l'importance du parrainage, non seulement du point de vue financier, mais surtout du point de vue du soutien moral et militant que cela peut apporter aux familles. Nous avons beaucoup insisté sur cet aspect là en précisant chaque fois aux familles que nous étions solidaires de leur combat.

En dehors des parrainages, la société In'ash El Usra organise de nombreuses activités en direction des femmes et des enfants : formation pour les jeunes filles, production de divers objets vendus par la société et dont le produit est redistribué aux femmes, cours d'alphabétisation et enfin recherche de tout ce qui fait l'histoire et la culture palestinienne. Une bibliothèque a été créée ainsi que divers fichiers permettant de réunir tous les chants, les proverbes et les musiques palestiniens. La société organise depuis 4 années, des festivals culturels. En 1979, à l'issue du troisième festival, la troupe n'a pas hésité à tirer dans la foule rassemblée. Quant au quatrième festival qui avait pour thème celui de la terre, il a été interdit.

Nous avons retenu de cette expérience une organisation impressionnante qui va de l'avant puisque un bâtiment qui abritera les enfants de martyrs est en cours de construction.

Moins importante, mais plus récente, la Société des Femmes islamiques d'Hébron a été créée en 1980. Elle se propose d'élever le niveau culturel, social et éducatif de la population. Une bibliothèque et des cours d'alphabétisation sont déjà sur pied ainsi que l'organisation de conférences. Des opérations de nettoyage volontaires de l'hôpital ou des camps de réfugiés ont également été organisés.

Mais toutes ces activités ne se font pas sans mal. Il

faut demander une autorisation pour tout et les membres de ces organisations sont souvent arrêtés ou assignés à résidence. C'est le cas de S.Khalil, Présidente de la Société In'ash El Usra.

Les arabes qui vivent en Israël, se heurtent quant à eux à d'autres problèmes. Ils sont officiellement des citoyens israéliens et pour cette raison il leur est interdit d'appartenir à une organisation indépendante des organismes officiels. De même, ils ne peuvent pas s'exprimer par leurs propres moyens d'expression. Comme il n'y a aucun moyen légal d'exprimer son opposition à la politique de colonisation, toute façon de le faire devient un délit qui peut être sanctionné par la détention. De la sorte, sont punissables par la loi, des actes tels que déployer un drapeau palestinien, écrire un slogan contre Israël sur un mur ou chanter une chanson palestinienne. Malgré cela, les palestiniens des territoires occupés depuis 1948, affirment leur appartenance au peuple palestinien et ont organisé trois mouvements de résistance.

Al Nahda, la Renaissance, dont le siège est à Taybeh : c'est le premier groupe qui a célébré l'expulsion des palestiniens le 15 mai.

Abna El Beled, les Enfants de la Patrie dont le siège est à Oum El Fahem dans le Nord du Triangle. Les représentants de ce mouvement ont aujourd'hui deux représentants au Conseil Municipal.

Le Progressive National Mouvement à Jérusalem fondé en 1979.

A l'arrière plan des ces trois mouvements, il existe un large consensus de la population arabe d'Israël pour affirmer son identité palestinienne et son soutien total à l' O.L.P.

Les Palestiniens utilisent également en dehors des moyens traditionnels de lutte comme les protestations et les manifestations, les textes juridiques. Par exemple, une loi britannique, toujours en vigueur donne à chaque citoyen israélien, la possibilité de publier un article dans les quotidiens une fois par an. Un mouvement, El Ard, s'est constitué de façon à utiliser au maximum cette possibilité.

Toutes les potentialités, toutes les forces sont mobilisées. Ce qui est remarquable c'est l'unanimité des palestiniens pour une chose : l'Etat Palestinien en TERRE DE PALESTINE.

Le respect du droit à l'autodétermination et le droit au retour des réfugiés.

Sameea Khalil nous disait en nous quittant " nous ne sommes pas des terroristes, nous ne sommes pas des radicaux, nous respectons l'homme juif en tant que tel. Nous désirons seulement pouvoir vivre en paix en terre de Palestine. "

La seconde chose que l'on peut noter, c'est la confiance et l'espoir qu'ont les palestiniens en la France. Ils considèrent que l'Europe a un rôle important à jouer dans la médiation si elle agit en tant que puissance indépendante des blocs. En Europe, la France doit jouer un

rôle essentiel pour le respect de la justice et pour contribuer à la paix dans cette région du monde.

C'est pourquoi nous sommes là ce soir. La France doit reconnaître officiellement l'O.L.P. comme l'unique et légitime représentant du peuple palestinien. Elle doit donner à Ibrahim SOUSS, le représentant de l'O.L.P. en France le rang d'ambassadeur.

La justice et la paix, la vraie paix, y gagnerons beaucoup !

Merçi à tous.